



## Conseil économique et social

Distr. générale  
24 avril 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire\*

**Débat de haut niveau : examen ministériel annuel**

### **Déclaration présentée par le Conseil national des femmes allemandes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2012/100.



## Déclaration

Le Conseil national des femmes allemandes fédère les associations de femmes et les groupes de femmes au sein d'associations mixtes en Allemagne, y représentant 11 millions de femmes.

L'organisation attache une grande importance à la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier l'objectif 3. L'organisation surveille le respect non seulement des objectifs du Millénaire pour le développement mais également du Programme d'action de Beijing et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes à cet égard.

Nous demandons instamment aux gouvernements de concevoir, financer et mettre en œuvre les mesures de réformes structurelles pour mettre un terme à la discrimination à l'encontre des femmes et des filles.

L'organisation, au fil des ans, a développé une solide expérience en réponse à la question de savoir pourquoi les femmes vivent dans la pauvreté et pourquoi davantage de femmes encore y vivront durant leurs vieux jours.

Nous demandons instamment aux gouvernements de garantir que les politiques et pratiques dans le domaine de l'emploi et de la protection sociale prennent en compte le sous-emploi de la main-d'œuvre féminine et la surreprésentation des femmes dans les emplois précaires, le travail à temps partiel, les emplois faiblement rémunérés et le secteur non restructuré.

Nous demandons instamment aux gouvernements et aux partenaires sociaux, tels que les syndicats et les organisations patronales, d'élaborer des programmes salariaux qui combleront le fossé entre les salaires des femmes et des hommes. Si cela n'est d'aucune aide, nous demandons instamment aux gouvernements de mettre en place les législations qui s'imposent.

La pauvreté des femmes tient également à leur position de dispensateurs de soins aux enfants et adultes dépendants. Nous demandons instamment aux gouvernements de formuler des lois permettant de concilier travail et responsabilités familiales, comme l'attribution de congés payés aux deux parents, la mise en place de structures abordables et de qualité de prise en charge des enfants et des adultes dépendants, l'offre de programmes de formation de façon à faciliter la réinsertion professionnelle des femmes.

Les femmes très souvent exercent des emplois peu rémunérés n'offrant pas de protection sociale. Nous préconisons que les gouvernements élaborent des dispositions juridiques prévoyant un salaire minimum garantissant aux femmes et aux hommes la possibilité de vivre de leur travail. De même, nous demandons instamment aux gouvernements d'exiger le versement de cotisations sociales dès la première heure de travail. Ces dispositions permettraient de prévenir la pauvreté à la vieillesse.

Nous demandons instamment aux gouvernements de formuler des mesures obligatoires visant à faire avancer l'égalité entre les sexes dans le secteur de l'industrie via notamment l'établissement de quotas, d'objectifs et de sanctions.

Nous demandons instamment aux gouvernements de garantir les droits des femmes migrantes et des femmes des groupes minoritaires souffrant de multiples formes de discrimination.

Nous insistons sur le fait qu'un travail décent suppose des conditions de travail appropriées exemptes de harcèlement sexuel sur le lieu de travail ainsi qu'une rémunération satisfaisante. Cela concerne principalement les professions dont la société a besoin. Nous sommes d'avis qu'une économie durable nécessite une nouvelle philosophie éthique et sociale de dispensation partagée et équitable des soins. Cet objectif passe par une nouvelle définition du travail dont la société a besoin. Ce travail doit être partagé équitablement entre les sexes et les générations. Il est essentiel de prendre en compte les intérêts et perspectives des femmes.

Nous avons besoin d'un débat public sur les approches à adopter pour façonner un avenir durable. Ce faisant, les gouvernements, parlements, partenaires sociaux, sociétés civiles et organisations de femmes doivent renforcer les capacités civiles pour façonner la société.

---